



Les activités du **CESE** durant la **présidence suédoise**

Janvier – juin 2023

sweden
2023.eu



Comité économique
et social européen



Le mot de la présidente

Christa Schweng, présidente du CESE

À l'heure où la Suède entame sa présidence du Conseil de l'Union européenne, les crises actuelles, à savoir la guerre en Europe, l'accélération de la crise énergétique et la stagnation économique, continuent de figurer parmi les principales priorités politiques. Nous avons pour objectifs communs de préserver une croissance durable et la compétitivité, tout en réalisant la transition écologique et numérique, en définissant notre position sur la scène mondiale et en assurant le bien-être de nos citoyens.

La prochaine présidence devra faire face aux répercussions humanitaires et économiques de l'agression russe contre l'Ukraine. Nous espérons qu'une fin pacifique sera envisageable et continuerons de soutenir les efforts constants des groupes de la société civile européenne et des organisations de la société civile ukrainienne qui aident les réfugiés ukrainiens. La crise énergétique que traverse l'Europe est une conséquence de cette agression et la présidence suédoise devra accélérer la transition écologique à un coût viable pour tous les Européens.

Les avis exploratoires que nous élaborerons sous la présidence suédoise seront détaillés et ambitieux. Les thèmes abordés, de nature transversale, seront le climat, l'économie, la jeunesse, la numérisation, les transports, les compétences et la durabilité globale. Nous nous réjouissons à la perspective d'explorer ces sujets et de recueillir des informations et des expériences de la société civile organisée.

Le CESE se félicite que 2023 ait été proclamée «Année européenne des compétences», un domaine extrêmement important à la fois pour les employeurs, les travailleurs et les organisations de la société civile. J'espère que cette année thématique s'inscrira dans le prolongement de l'Année de la jeunesse, en s'inspirant des enseignements tirés et en incluant les jeunes à toutes les étapes. Le perfectionnement professionnel, la formation et l'autonomisation des citoyens, en particulier les femmes et les jeunes, en vue de leur offrir des perspectives d'emploi se révéleront bénéfiques à la fois pour le marché du travail et pour notre vie quotidienne.

Nous sommes déterminés à contribuer à la présidence suédoise et à travailler ensemble pour rétablir l'équilibre et la stabilité dont nous avons tant besoin en Europe.

Je présente mes meilleurs vœux de succès à la Suède dans le cadre de sa présidence.

Unis pour l'avenir de l'Europe.

Les activités du CESE durant la présidence suédoise



Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale – ECO

- Œuvrer activement à la participation de la société civile organisée à la mise en œuvre et au suivi des plans nationaux pour la reprise et la résilience et à la refonte du dispositif du Semestre européen afin d'optimiser la reprise économique à la suite des crises de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Il s'agit notamment de travailler sur la stratégie annuelle pour une croissance durable et sur les recommandations concernant la politique économique de la zone euro, en s'appuyant également sur les contributions nationales
- Contribuer à la révision du cadre de gouvernance économique de l'Union européenne pour une reprise durable et une transition juste
- Contribuer au débat sur l'introduction éventuelle d'un euro numérique
- Contribuer à l'examen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2021-2027 afin de garantir que celui-ci et le plan de relance qui y est intégré puissent contribuer à une reprise économique durable et résiliente
- Œuvrer activement à l'élaboration de propositions visant à instaurer un deuxième éventail de véritables ressources propres
- Assurer la stabilité, l'intégration et la résilience des marchés financiers européens et réorienter les flux d'investissements pour soutenir une croissance durable. Il s'agit notamment de recommandations concernant la révision du règlement sur l'infrastructure du marché européen, la loi sur la cotation et le suivi des propositions visant à recapitaliser les entreprises de l'UE afin de soutenir l'investissement
- Contribuer à l'élaboration d'une taxinomie sociale pour les investissements durables. Alimenter le débat sur les avantages et les risques associés aux crypto-actifs
- Suivre de près la mise en œuvre du nouveau programme territorial et urbain, examiner les défis auxquels sont confrontés les régions et territoires présentant des difficultés spécifiques (zones à faible densité de population, îles de l'UE et zones montagneuses) et mettre à jour les recommandations sur les stratégies macrorégionales
- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, le blanchiment de capitaux et les paradis fiscaux. Élaborer des propositions politiques en ce qui concerne la redistribution des droits d'imposition et formuler des recommandations sur la TVA à l'ère du numérique





Marché unique, production et consommation – INT

- La politique industrielle et les PME, tout particulièrement les chaînes d'approvisionnement résilientes, durables et responsables dans l'UE et la responsabilité moderne des entreprises en tant que moyen d'accroître la capacité des MPME à réussir leur transformation
- L'économie sociale comme pilier fondamental de l'économie européenne
- La politique des consommateurs et donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et à de meilleures informations, ainsi que la révision du cadre applicable au règlement extrajudiciaire et au règlement en ligne des litiges
- L'économie et la société numériques, en particulier ce qui est nécessaire pour que l'UE renforce encore sa compétitivité numérique et permette aux entreprises de bénéficier de la numérisation
- L'économie circulaire et plus particulièrement la justification des allégations environnementales au moyen des méthodes d'empreinte environnementale de produit/organisation (allégations vertes)
- Le 30e anniversaire du marché unique et le coût de la non-Europe, par exemple la nécessité de lutter contre le dumping fiscal ou environnemental qui fausse la concurrence et la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe pour préserver la stabilité économique et financière de l'UE



Transports, énergie, infrastructures et société de l'information – TEN

- Mettre en place un système de transport européen efficace, intégré et vert
- Créer une union de l'énergie qui permette aux consommateurs de l'UE d'accéder à une énergie sûre, propre et abordable
- Relayer les propositions des organisations de terrain de la société civile en faveur d'une stratégie européenne de lutte contre la précarité énergétique
- Une stratégie politique européenne globale et cohérente pour lutter contre la précarité énergétique
- Soutenir la rénovation du parc immobilier de l'UE
- Protéger les citoyens au moyen de la cybersécurité et de la résilience des entités critiques
- Une stratégie globale et sûre pour les communications spatiales



Emploi, affaires sociales et citoyenneté – SOC

- La relance économique et sociale dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et des politiques de santé efficaces
- Lutter contre les conséquences sociales de l'agression russe contre l'Ukraine
- Prendre des mesures à l'égard de la précarité énergétique
- Renforcer l'état de droit et les droits fondamentaux dans l'Union européenne
- La mise en œuvre du socle européen des droits sociaux
- L'avenir du travail, l'économie des plateformes et le dialogue social
- L'apprentissage tout au long de la vie, la formation et les compétences des salariés
- L'égalité entre les femmes et les hommes, les droits des personnes handicapées, l'égalité des chances et la jeunesse
- L'intégration socio-économique des migrants et des réfugiés



Agriculture, développement rural et environnement – NAT

- Une stratégie alimentaire durable «de la ferme à la table»
- Le développement rural et urbain durable
- Climat: neutralité climatique, pacte européen pour le climat
- L'engagement des jeunes en faveur de la durabilité et du climat
- La mise en œuvre des ODD dans l'UE, plus particulièrement la production et la consommation durables (ODD 12)
- L'économie circulaire (plate-forme des acteurs européens de l'économie circulaire, PAEEC)
- La biodiversité comme composante essentielle du pacte vert pour l'Europe
- L'économie du bien-être



Relations extérieures – REX

- Soutenir la société civile ukrainienne frappée par la guerre et intensifier le dialogue avec la société civile moldave, géorgienne et arménienne. Fournir un soutien spécifique à la société civile indépendante en Russie et en Biélorussie
- Associer activement la société civile au processus d'élargissement de l'UE dans les Balkans occidentaux
- Renforcer les relations entre les organisations de la société civile de l'UE et du Royaume-Uni et encourager une réflexion commune sur les relations futures
- Réfléchir à la coopération dans le cadre de la communauté politique européenne et à son incidence sur les relations avec les voisins de l'UE. Définir le rôle de la société civile dans ce contexte
- Accorder une attention particulière aux politiques et stratégies énergétiques dans la région euro-méditerranéenne
- Coopérer avec la société civile des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en accordant une attention particulière à la jeunesse et l'économie circulaire
- Poursuivre les efforts visant à nouer des contacts avec les partenaires en Chine et en Turquie afin de poursuivre le dialogue sur les questions économiques, sociales, environnementales et relatives aux droits de l'homme
- Continuer de soutenir la participation de la société civile à la politique commerciale de l'UE et la participation structurée de la société civile à l'OMC
- Continuer de participer à des activités visant à promouvoir les valeurs démocratiques, l'espace civique et le dialogue social et civil dans les pays partenaires de l'UE



Commission consultative des mutations industrielles – CCMI

- Analyser et atténuer l'incidence de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les principaux secteurs industriels de l'UE
- La stratégie industrielle actualisée pour l'Union européenne et les parcours de transition
- Renforcer la compétitivité des industries de l'Union européenne au niveau mondial
- Une transition écologique et numérique pour l'industrie européenne
- Le plan de relance de l'après-COVID-19 et les secteurs industriels de l'Union européenne
- La politique de l'UE en matière de cyberdéfense
- Les pénuries structurelles et l'autonomie stratégique dans l'écosystème des semi-conducteurs
- La circularité et une transition juste dans l'industrie métallurgique
- L'élaboration de normes d'émission post-Euro 6/VI pour les voitures, les camionnettes, les camions et les autobus
- L'industrie et les enjeux liés à l'eau
- La législation européenne sur les matières premières critiques
- Le programme européen d'investissement dans le domaine de la défense
- La stratégie spatiale de l'UE pour la sécurité et la défense
- Les aspects relatifs aux textiles de la directive-cadre de l'UE sur les déchets
- Le secteur de la construction (avis complémentaire de la CCMI sur la base de la demande de la présidence suédoise attribuée à la section TEN)



Le mot de la présidence suédoise

Jessika Roswall, ministre des affaires européennes

C'est un honneur pour le gouvernement suédois et pour moi-même, en tant que ministre des affaires européennes, de prendre la présidence du Conseil de l'UE le 1er janvier 2023.

Nous assumerons cette responsabilité à l'heure où l'Europe connaît une période des plus difficiles, en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, de la crise énergétique et de la morosité des perspectives économiques.

Notre programme ciblera largement les questions ayant trait aux conséquences de l'agression illégale lancée par la Russie. Cela ne fait que souligner l'importance de rester concentrés et unis autour d'enjeux de long terme liés à la base économique de notre Union. Notre capacité à favoriser une croissance durable et la compétitivité définira notre position sur la scène mondiale et assurera le bien-être de nos citoyens. Ce point dépend évidemment étroitement de la mesure dans laquelle nous réaliserons la transition écologique et numérique.

Dans l'intérêt du Conseil, des États membres et de l'Union dans son ensemble, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour relever ces défis, tout en progressant sur d'importantes initiatives législatives.

C'est un euphémisme de dire que de nombreuses questions importantes sont à l'ordre du jour européen. Il est essentiel de renforcer notre sécurité européenne commune, d'accélérer la transition écologique et d'accroître la compétitivité mondiale de l'Union, mais aussi de respecter les valeurs fondamentales sur lesquelles notre Union est fondée.

La présidence suédoise est prête à relever ces défis, pour une Europe meilleure et plus forte.

Les membres suédois du CESE



ANDERSSON Jan Torsten

Groupe III — groupe des organisations de la société civile

Membre de l'Organisation nationale des retraités (PRO)
info@eesc.europa.eu



HÄGGLUND Sam

Groupe II — groupe des travailleurs

Ancien secrétaire général de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (EFBH-FETBB)
Sam.Haggglund@eesc.europa.eu



ANDERSSON Krister

Groupe I — groupe des employeurs

Fondateur de la société Intare AB et représentant de la Confédération des entreprises suédoises (SN)
info@eesc.europa.eu



JOHANSSON Benny

Groupe II — groupe des travailleurs

Président du conseil des seniors de la Centrale des travailleurs intellectuels de Suède (SACO)
info@eesc.europa.eu



ARDHE Christian

Groupe I — groupe des employeurs

Conseiller pour les affaires européennes de Heimdal European Affairs
Christian.Ardhe@eesc.europa.eu



KILIM Irma

Groupe III — groupe des organisations de la société civile

Directrice pour la sensibilisation de l'Organisation internationale des bons templiers — Ordre national des templiers (IOGT-NTO)
info@eesc.europa.eu



BACK Thord Stefan

Group I – Employer's Group

Directeur chargé de la coordination avec l'UE et de la politique des transports auprès de la Confédération suédoise des entreprises de transport
info@eesc.europa.eu



NYGREN Ellen

Groupe II — groupe des travailleurs

Permanente syndicale à la Confédération générale du travail de Suède (LO)
info@eesc.europa.eu



GRABO Louise

Groupe III — groupe des organisations de la société civile

Représentante de la jeunesse, membre du Conseil national des organisations de jeunesse de Suède (LSU)
info@eesc.europa.eu



ÖNGÖRÜR Berivan

Groupe II — groupe des travailleurs

Secrétaire internationale du syndicat Vision
info@eesc.europa.eu

Les membres suédois du CESE



ROBERT Ariane

Groupe III — groupe des organisations de la société civile

Cheffe de l'unité chargée du dialogue politique, département KLIV, chancellerie de l'Église de Suède
info@eesc.europa.eu



SEBARDT Gabriella

Groupe I — groupe des employeurs

Directrice pour les affaires sociales de la Confédération des entreprises suédoises (SN)
info@eesc.europa.eu

Avis du CESE demandés par la présidence suédoise

1. Renforcer encore la compétitivité numérique de l'UE
2. 30 ans de marché unique: comment améliorer encore son fonctionnement?
3. Le développement des aptitudes et des compétences dans le contexte de la transition écologique et numérique
4. Les avantages de la construction industrielle moderne en bois
5. La transition vers un système de transport durable à long terme
6. Le rôle des jeunes dans la transition écologique





Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2022-68-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2022

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

cover: © Architecture: Art & Build + Atelier d'architecture Paul Noël

p. 11: ©Shutterstock/Martin Bergsma; ©Shutterstock/Andrew Pustiakin; ©Shutterstock/Rudmer Zwerver



Office des publications
de l'Union européenne



Print:
QE-05-22-390-FR-C
ISBN 978-92-830-5765-9
doi:10.2864/52835

Online:
QE-05-22-390-FR-N
ISBN 978-92-830-5763-5
doi:10.2864/948905

FR